



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION GUYANE

**DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT**

**Service Planification, Connaissance et Évaluation**

**Mission autorité environnementale**

**ARRÊTÉ N° R03-2019-01-10-009**

Portant décision dans le cadre de l'examen au cas par cas du projet d'ARM sur la crique Amadis à Saint-Laurent du Maroni, en application de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement.

**LE PRÉFET de la RÉGION GUYANE  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R. 122-2 et R.122-3 ;

VU la loi n° 46-451 du 19 mars 1946 érigeant en départements, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane française et La Réunion ;

VU le décret n° 2010-146 du 26 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2017 nommant M. Raynald VALLEE directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Guyane ;

VU l'arrêté préfectoral n° R03-2018-10-23-023 du 23 octobre 2018 donnant délégation de signature à M. Raynald VALLEE, directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Guyane ;

VU la demande d'examen au cas par cas, présentée par la Compagnie Minière Parad'Or (CMP), relative au projet d'ARM (autorisation de recherches minière) sur la crique Amadis à Saint-Laurent du Maroni, et déclarée complète le 19 décembre 2018 ;

Considérant que le projet consiste en une prospection mécanisée en vue de la recherche d'un gisement aurifère alluvionnaire sur 2 km<sup>2</sup> nécessitant l'ouverture d'un layon de pelle totalisant 9,8 km, la création de 13 lignes de prospection et le sondage des 70 puits ;

Considérant que l'accès au secteur de recherche nécessitera l'ouverture d'un layon de 8,2 km, l'acheminement d'une pelle excavatrice et le franchissement de biefs en 10 points dans la limite des deux périmètres correspondant à cet ARM ;

Considérant que le projet est situé en espaces forestiers (SDOM 3) hors espaces protégés et sensibles, en espace forestier de développement au SAR (schéma d'aménagement régional) ;

Considérant que le projet concerne une masse d'eau en état chimique qualifié de « mauvais » et en état écologique qualifié de «moyen avec report d'objectif DCE à 2027, dû à la pression de l'orpaillage illégal;

Considérant que la durée de ces travaux de recherche est réduite (1 mois) et que les impacts en seront limités dans le temps ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage ne pas abattre d'arbres au tronc supérieur à 30 cm de diamètre, à reboucher les puits dans l'ordre du fonçage, et à remettre en état le site immédiatement dès la fin du chantier,

Sur proposition du directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

### **ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup> - En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet d'ARM sur la crique Amadis, porté par la société Compagnie Minière Parad'Or, est exempté de la réalisation d'une étude d'impact.

Article 2 - La présente décision, prise en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet pourrait être soumis.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture de la région Guyane et le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Guyane sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Guyane.

Cayenne, le 10/01/2019  
Pour le Préfet et par délégation  
le directeur-adjoint de la DEAL,

*Signé*

Didier RENARD

#### Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant sa publication :

- d'un recours administratif gracieux auprès du Préfet de la Guyane. L'absence de réponse du Préfet au terme de ce délai de deux mois vaut rejet implicite.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant le rejet du recours administratif gracieux :

- d'un recours contentieux déposé auprès du greffe du tribunal administratif de Cayenne (7, rue Schoelcher – BP 5030 – 97 305 Cayenne Cedex).

Tout recours contentieux doit être précédé d'un recours administratif, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.